

Sommaire

Actualités du MMAISP

Le ministère de la Modernisation remobilise ses troupes

Le Matin - vendredi 28 février 2020

L'IPS-CGRAE sacrée championne nationale

Le Mandat - vendredi 28 février 2020

Fonctionnaires

8 nouveaux produits proposés aux mutualistes

Notre Voie - vendredi 28 février 2020

Le ministre Issa Coulibaly: «Mon ambition, c'est de voir notre administration publique rivaliser avec le secteur privé»

L'Inter - vendredi 28 février 2020

Les derniers résultats dénoncés par le directeur de la Fonction publique

Le Nouveau Réveil - vendredi 28 février 2020

Société

“Nous allons offrir une belle fête aux amoureux de la mode”

Le Patriote - vendredi 28 février 2020

Politique

Un grand bouleversement attendu

Le Mandat - vendredi 28 février 2020

La course à la candidature est lancée

Journal d'Abidjan - jeudi 27 février 2020

Conjoncture économique et sociale

Le programme « Si Jobs » va générer 4500 emplois

Fraternité Matin - vendredi 28 février 2020

Les fournisseurs interpellent le chef de l'État

L'Inter - vendredi 28 février 2020

Une banque et un expert de la BAD saluent la Côte d'Ivoire pour ses efforts

Le Patriote - vendredi 28 février 2020

Prix national d'excellence de l'Administration moderne la plus innovante en 2020

Le ministère de la Modernisation remobilise ses troupes



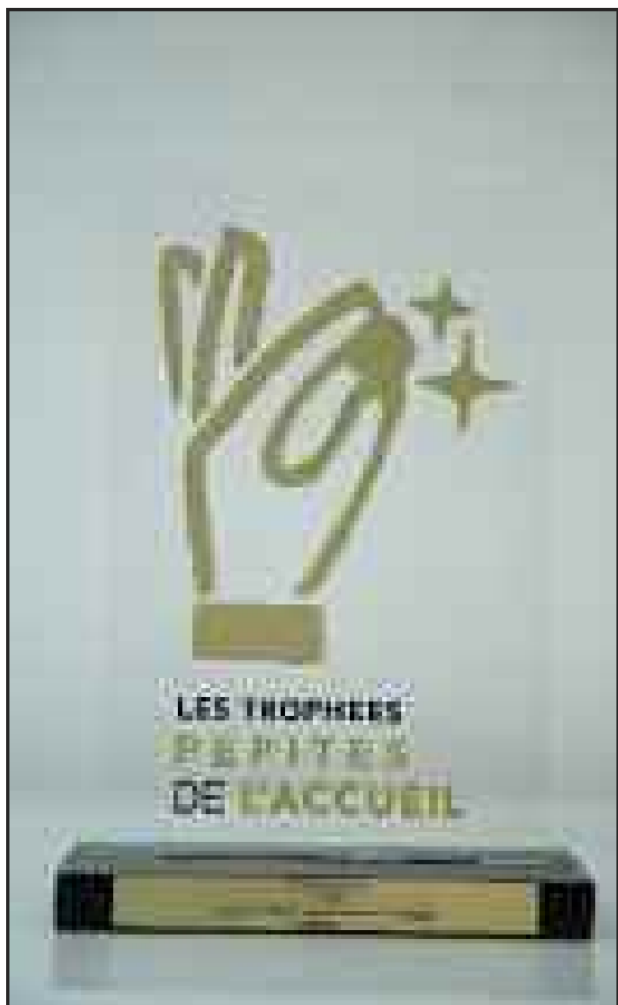
Lundi 24 février 2020, le Dr Raymonde Goudou Coffie, ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public a officiellement remis au District d'Abidjan-Plateau, le 2eme Prix National d'Excellence de l'Administration Publique Moderne la plus Innovante à l'Observatoire du Service Public [OSEP]. une des structures de son département ministériel. Raymonde Goudou Coffie : "...Nous envisageons pour cette année 2020 de ravir la première place de ce prix d'excellence. C'est un défi que nous relèverons. car toute mon équipe s'est déjà inscrite dans cette dynamique." Jean Ezan, le conseiller spécial chargé de la Coopération, a, pour ce faire convoqué et présidé, mercredi dernier, une réunion extraordinaire de cabinet remobilisant les troupes et appelant à l'esprit d'équipe pour un rendement de qualité. Il avait à ses côtés Pierre Douhou et Emmanuel Zahoui Lebié, respectivement directeur de cabinet adjoint et chef de cabinet, nu regard des importants chantiers essentiels pour l'amélioration de la qualité des offres du service public: la Maison du citoyen, le Profilage et la codification des postes de travail. E-démarches administratives, la politique nationale de l'informatisation, la loi sur la modernisation de l'administration, les Consultations régionales, la gestion de l'accueil dans l'administration, autant de projets qui visent tous la satisfaction des besoins du citoyen. Jean Ezan, Pierre Douhou et Emmanuel Zahoui Lebié ont mis en avant les avantages du Team Building et ont invité les uns et les autres à mettre un point d'honneur à accomplir leurs missions au quotidien dans l'humilité, dans la confiance et avec compétence. Ce d'autant que les challenges pour une administration moderne, modèle, performante, efficace et efficiente doivent être remportés dans la conjugaison des intelligences et des compétences. Ce qui nécessite une collaboration intelligente et de la

bienveillance dans les rapports entre les différents maillons du ministère de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du Service Public. Les différents échanges ont mis en lumière l'urgence de former les directeurs sur l'approche de la gestion axée sur les résultats [Gar], de mettre en place un cycle d'élaboration et de suivi interne des projets Au niveau de la Direction générale de l'Innovation et de la Modernisation de l'Administration [Dgima], il est apparu impérieux pour les directions centrales de consolider et d'harmoniser les dossiers sous la direction du Directeur général avant leur transmission au Cabinet. Le Directeur des Ressources humaines. Antoine Dessin, a engagé tous les travailleurs à remettre le métier sur l'ouvrage pour valoir de nouveaux lauriers au ministère devant atteindre pleinement ses objectifs au sein du gouvernement pour plus de progrès sociaux au profit des Ivoiriens.



Prix « Pépites de l'Accueil 2019 », Catégorie Secteur Public

L'IPS-CGRAE sacrée championne nationale



La promotion de l'Excellence de l'Accueil et de la qualité de service au sein de la CGRAE reconnue parmi 260 entreprises et organisations

Dans le cadre de l'amélioration de l'expérience Client en Côte d'Ivoire, "l'Académie du service" édite, depuis 2017, un rapport intitulé le "Baromètre National de la qualité d'accueil". A l'issue de cette démarche, une soirée de récompense a été organisée, le 13 Février dernier, à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire pour

primer les plus méritants, à travers 25 catégories distinctes. Elle a enregistré la présence du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile (Parrain de la cérémonie), du président de la Chambre de Commerce et d'Industrie et de la représentante du Ministre de l'Innovation et de la Modernisation de l'Administration Publique. L'objectif essentiel de cette distinction est de promouvoir l'Excellence de l'Accueil et de la qualité de service au sein des entreprises et organisations publiques, en tant qu'axe de développement pour l'économie ivoirienne. Elle a pour objectif, entre autres : d'évaluer la qualité de l'accueil dans l'ensemble des points de contact des entreprises et organisations publiques sélectionnées dans le cadre du Baromètre national ; de déceler les points d'amélioration de l'Expérience du client en relation avec ces entités ; d'accompagner les entreprises et organisations publiques dans l'atteinte d'un niveau de performance irréprochable en lien avec les ambitions de développement économique de la Côte d'Ivoire. Pour réaliser ce rapport 2019, l'Académie du Service et son partenaire Rightcom, expert en mesure de l'expérience client, ont assermenté des usagers dits clients mystères, pour évaluer de façon anonyme et sur des critères strictement factuels et objectifs, la qualité de l'accueil physique et téléphonique délivrée par 260 entreprises et organisations, après une enquête administrée à plus de 17 000 enquêtés. Dans un esprit de bienveillance accrue, la Direction Générale de l'IPS-CGRAE a fait de l'accueil de ses clients, un pan important de sa gouvernance. Une politique qui s'avère payante, puisque l'Institution vient de remporter le trophée "Pépites de l'Accueil" devant 260 entreprises et organisations, pour avoir su établir une relation client de qualité, gage de satisfaction et de fidélisation des clients et usagers. En effet, depuis la réforme, l'IPS-CGRAE, indiquent les responsables, consolide son orientation client en faisant de ses assurés sociaux, son bien le plus précieux et en les plaçant au centre de son activité, de ses décisions et actions. Les retours font état de la satisfaction des clients ou assurés sociaux qui ne cessent de se réjouir de cette démarche dont la performance vient d'être couronnée par ce prix. La qualité du service d'accueil de l'IPS-CGRAE est perceptible à travers certains facteurs dont : le réaménagement des agences pour offrir un cadre agréable et adapté aux assurés sociaux ; des agents bien formés aux techniques d'accueil optimisées ; un accueil téléphonique personnalisé ; un call center avec des téléconseillers dont la mission est d'aider, d'orienter et de conseiller efficacement ; un système électronique de gestion de files d'attente, en cours de déploiement dans les agences.

Mutuelle générale des fonctionnaires et agents de l'Etat

8 nouveaux produits proposés aux mutualistes



Le PCA de la Mugéfcj (au centre) avec les agents de sa force de vente.

La Mutuelle générale des fonctionnaires et agents de l'Etat de Côte d'Ivoire (Mugéfcj) a lancé hier matin à la Maison de l'Entreprise au Plateau, 8 nouveaux produits de santé et de prévoyance : Ivoir'Pharmacie, Ivoir'Pharmacie Plus, Ivoir'Santé Plus, Ivoir'Santé Privilège, Ivoir'Prévoyance, Ivoir'Prévoyance Plus et Ivoir'Education, Ivoir'Education Plus. Avec l'entrée en vigueur de la Couverture Maladie Universelle (Cmu), où le régime de base de la Mugéfcj devient de facto un régime complémentaire à la Cmu, il est "impératif", selon Mesmin Comoé, président du Conseil d'administration de cette mutuelle de "s'adapter". Et s'adapter, c'est de formuler de nouveaux produits qui permettront à la Mugéfcj de construire et entretenir la solidarité au sein de ses mutualistes. C'est ce qu'a fait Traoré Brahim, directeur exécutif de la Mugéfcj, en présentant les 8 nouveaux produits aux mutualistes venus nombreux dans la grande salle de la Maison de l'Entreprise. Ainsi, pour les produits Ivoir'Pharmacie, les mutualistes qui y vont souscrire, pourront bénéficier d'un accès aux médicaments remboursables de la Mugéfcj non prises en compte par la Cmu de 70% à 100%. Pour ce qui est des produits Ivoir'Santé, ils donnent accès aux établissements sanitaires privés comme publics où les soins médicaux sont remboursés à 80% au privé et à 100% pour le public. Toutefois, les souscripteurs à Ivoir'Santé Privilège où la cotisation est plus importante, auront un accès à des établissements sanitaires les plus huppés de la place. Pour ces deux produits, les souscripteurs auront droit à 12 actes médicaux (consultations, analyses médicales, imagerie médicale, pharmacie [70% pour le plus et 80% pour le privilège], la chirurgie, l'hospitalisation, l'accouchement, rééducation...). Si vous voulez assurer l'avenir scolaire de vos enfants une fois que vous n'êtes plus en vie, la Mugéfcj vous propose deux produits Ivoir'Education. L'un simple et l'autre "Plus". "Une rente annuelle payable pendant 5 ans est assurée à votre

progéniture", assure Traoré Brahim. A côté de ces produits, deux autres concernent une assurance en cas de décès de l'adhérent où de ses ayants droit déclarés. Il s'agit d'Ivoir'prévoyance qui assiste votre famille pour vos funérailles où vous assiste en cas de décès de votre conjoint ou conjointe, de votre enfant. Selon Mesmin Comoé, ces produits ont fait l'objet d'une étude actuariale "des plus aigüés à l'effet d'adresser les besoins des mutualistes et à proposer une cotation tenant compte des revenus des ménages de fonctionnaires (...) en activité comme à la retraite". Il a lui-même donné le coup d'envoi des souscriptions à ces nouveaux produits. La force de vente de la Mugéfcj est à présent mobilisée pour faire adhérer les fonctionnaires et agents de l'Etat à ces nouveaux projets.

COULIBALY ZIÉ OUMAR

REMISE DES 2E ET 3E PRIX NATIONAUX D'EXCELLENCE DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le ministre Issa Coulibaly: «Mon ambition, c'est de voir notre administration publique rivaliser avec le secteur privé»



Les lauréats du 2^e et 3^e prix national d'excellence, aux extrémités, ont été honorés hier (Ph. DR)

Sangaré Hamidou, délégué Oissu de la région du Gôh et Coulibaly Aïssatou, chef du service de la gestion du personnel au ministère des Eaux et Forêts sont respectivement 2e et 3e meilleur fonctionnaire et lauréats du prix national d'excellence édition 2019. Hier jeudi 27 février 2020, ils ont reçu chacun des mains du ministre de la Fonction publique, Général Issa Coulibaly, un trophée, un diplôme et un chèque de 1,5 million de fca pour le 2e lauréat et un chèque de 1 million de fca pour la 3e lauréate. C'était au cours d'une cérémonie organisée à cet effet, aux jardins du Rail à Abidjan-Plateau. Le ministre de la Fonction publique a saisi l'occasion pour rappeler son ambition, celle de bâtir une administration publique qui intègre la performance et la culture du résultat. Une ambition qui s'appuie sur un crédo « d'abord le travail, ensuite le travail, toujours le travail et rien que le travail ». Il a soutenu que le fruit du travail bien fait est la reconnaissance et la consécration du mérite. « Mon ambition est de voir notre administration publique rivaliser avec le secteur privé. En effet ? l'entreprise offre à ses clients, un service de qualité pour faire face à la concurrence afin que ses clients, satisfaits, reviennent en d'autres occasions », a déclaré Général Issa Coulibaly. Pour lui, la seule façon d'y parvenir, c'est d'investir régulièrement dans la formation continue des agents dans le but de les motiver à la recherche d'une culture du résultat et du rendement. « La qualité de nos services en dépend...L'année 2020 est un tournant qui nous oblige à

prendre ensemble l'engagement d'écrire une nouvelle page de notre administration, en vue d'offrir à la population ivoirienne, un service de qualité. C'est un pari à gagner et nous le pouvons », s'est convaincu le ministre. Concernant le prix national d'excellence, le général Issa Coulibaly a confié qu'il va au-delà d'une tradition républicaine de l'hommage de l'État à certains de ses animateurs particulièrement méritants. Avant lui, l'Inspecteur général, Pr Traoré Flavien, vice-président du prix d'excellence décerné, a rappelé que pour l'édition 2019, ce sont au total 81 personnes physiques et morales et des organisations de la société civile qui ont été primées. Au niveau de la Fonction publique, le 1er prix a été remporté par Abena Bakioua, chef du secrétariat particulier du président de la Commission électorale indépendante. Elle empoché par la même occasion, la somme de 10 millions de fca et a reçu le 06 août dernier, des mains du président de la République, un trophée et un diplôme. C'est d'ailleurs à elle qu'est revenu l'honneur de dire, au nom des lauréats, des mots de remerciements à l'endroit du président de la République, du Premier ministre et du ministre de la Fonction publique.

FRANCK SOUHONE

Fonction publique / Qu'est-ce qui s'est réellement passé ?

Les derniers résultats dénoncés par le directeur de la Fonction publique



Le ministre Issa Coulibaly.

C'est l'affaire la plus rocambolesque qu'il nous a été donné d'assister dans l'organisation des examens et concours au niveau de la Fonction Publique. A peine proclamés que les résultats font l'objet de palabre au plus haut niveau entre le ministre Issa Coulibaly et son directeur de la Fonction publique, jusqu'à mardi dernier, Directeur par intérim des examens et concours, l'homme-orchestre des examens et concours organisé, par ce ministère clé. Cette grave crise mise à nu par le directeur vient renforcer les doutes sur l'équité et la transparence au niveau des concours administratifs De quoi s'agit-il ? Le 14 février dernier, tous les résultats des 406 concours administratifs, organisés au titre de la session 2019, ont été proclamés et simultanément mis en ligne sur le site internet du ministère de la Fonction publique? ont été déclarés admis, 17.546 candidats au titre des concours avec composition sur table et 3.142 pour les concours sur étude de dossiers, alors que tous pensent que les résultats sont les bons et définitifs, voilà que dans une correspondance, le directeur général de la Fonction publique, Soro Gninagafol, interpelle le ministre sur un fait dans une note intitulée « note à la haute attention de Monsieur le ministre de la Fonction Publique ». Il s'étonne que de nombreuses personnes non retenues à l'issue des délibérations des concours administratifs dont les résultats ont été proclamés le 14 février 2020 sont déclarées admises sur le site internet du ministère et de préciser dans ledit courrier que « cette action a été conduite en dehors des canaux habituels de la direction générale de la Fonction publique et de la direction des concours qui ne sont donc pas comptables desdits résultats » précise-t-il, sous forme d'une mise en garde, cette attitude curieuse vient jeter l'opprobre sur les

concours administratifs. **Qu'est-ce qui a pu se passer entre les 14 et 23 février ?** comment en est-on arrivé là ? Selon des sources au sein du ministère, c'est un dysfonctionnement longtemps couvé qui fait surface aujourd'hui, en effet, selon cette source, « Le dimanche 23 février 2020, le Directeur des Systèmes d'Informations est instruit de publier nuitamment une seconde liste sur le site de la Fonction publique, au mépris des procédures de délibération », c'est donc cette action peu orthodoxe qu'a dénoncée le directeur de la Fonction publique assurant jusqu'alors l'intérim de directeur des concours après la nomination de Brice Kouassi, ancien directeur comme secrétaire d'Etat à l'enseignement technique et professionnel. Pour expliquer clairement qu'il n'est au courant de tels agissements, ce dernier a donc interpellé le ministre, Issa Coulibaly, pour que ce dernier n'ignore pas ce qui a pu se passer ce dimanche 23 février. Qui a instruit le directeur des systèmes informatiques ? là se trouve la grande question, l'information, qui a fait le tour de la toile, est allée plus loin en indiquant qu'en représailles, le Directeur Soro Gninagafol a été démis de ses fonctions. Sur cette dernière information, notre source précise simplement qu'il ne s'agit pas de représailles, le directeur général de la Fonction publique ne pouvant être lui-même son patron, surtout qu'il assurait un intérim, un titulaire a donc été nommé au poste, il s'agit du colonel Yeo Kolo en remplacement de Monsieur Soro Gninagafol, la cérémonie de passation des charges a eu lieu le mercredi 26 février 2020 en présence du Directeur de cabinet, Monsieur Oka Seraphin. « Il n'en est rien » nous précise notre source, toutefois, les irrégularités soulevées par le Directeur général, Soro Gninagafol, demeurent et méritent d'être élucidées.

Ça fait un peu trop ! après l'Empt, le concours de recrutement des instituteurs contractuels, voici un nouveau scandale qui frappe l'administration ivoirienne. Des candidats déclarés admis le matin et déçus la nuit, c'est un autre visage que présente la Côte d'Ivoire à chaque concours, vivement que les choses changent.

INTERVIEW / ISABELLE ANOH (PROMOTRICE D'AFRIK FASHION SHOW)

“Nous allons offrir une belle fête aux amoureux de la mode”



La promotrice de l'événement dit sa satisfaction de donner un coup de main aux jeunes créateurs ivoiriens

Ce samedi, sous le coup de 20H, le Sofitel Abidjan hôtel Ivoire abrite la 14ème édition d'Afrik Fashion show. Cet événement, devenu le plateau d'or de promotion des créateurs de mode africaine, verra la participation de stylistes, designers, accessoiristes venus du Sénégal, du Ghana, du Mali... A quelques heures de cette fête de la mode, Isabelle Anoh, promotrice de l'événement, s'est confiée au Patriote. **Entretien. Le Patriote : Quelle sera la particularité de l'édition 2020 d'Afrik Fashion show ?** Isabelle Anoh : Voici 15 ans que nous nous sommes lancés dans le domaine de la mode, plus précisément la promotion de la mode. La particularité de cette 14ème édition est d'apporter notre contribution, en terme d'appui, à la jeune génération de créateurs en ce sens que cette année, la véritable particularité serait que nous allons offrir une cinquantaine de machines à coudre aux étudiants en fin de cycle qui sortent des Ifef (Instituts de formation féminine). La formation est l'élément clé pour réussir dans le domaine de la mode et nous avons estimé, avec nos partenaires, qu'il faut appuyer ces jeunes. Nous allons remettre ces machines à madame la ministre de l'Autonomisation de la Femme, pour les jeunes filles qui sont en fin de cycle. Cette activité phare qui devait avoir lieu avant l'évènement va se tenir juste après le gala d'Afrik fashion show pour nous permettre d'apporter notre contribution au développement et au rayonnement de la mode en Côte d'Ivoire.

LP : Qu'est-ce qu'Afrik fashion show a apporté aux jeunes créateurs depuis sa création ? IA : Evidemment, en termes de promotion, nous aidons les jeunes créateurs à se faire connaître. La génération des Anderson D, Patrick Assoh, Eloi Sessou (paix à son âme) sont au nombre des personnes qu'on a accompagnées, aussi bien en Côte d'Ivoire qu'à l'international. Cela, pour que la Côte d'Ivoire soit dignement représentée sur l'échiquier international. Notre contribution a été de promouvoir cette génération de la mode. Si on prend le défilé qui aura lieu ce samedi, on va bien se rendre compte que ce sont de nouveaux noms qui feront leur bonhomme de chemin. Afrik fashion show est vraiment le plateau en Or de la mode et cette année, sur les 14 créateurs qu'on propose, au moins un peu plus de la moitié n'est pas connu du grand public. L'occasion pour nous de les mettre sur ce plateau et sous les projecteurs et les colonnes des médias nationaux et internationaux.

LP : Avez-vous le sentiment que l'institutionnel ou les mécènes partagent cette vision de sorte à vous apporter une aide subséquente ? IA : Au niveau de la

vision oui ! Chacun, à son niveau, œuvre à positionner notre pays comme capitale de la mode. Mais, ce que je déplore, au niveau de l'institutionnel, c'est que l'accompagnement, on le ressent difficilement. C'est encore un peu lent. On aurait été dans le domaine du Football, de la musique ou d'autres domaines, on aurait pu sentir l'institutionnel même si les choses ont évolué, la mode reste encore perçue, pour une certaine catégorie de personnes, comme du chiffon. Donc ça ne les intéresse pas véritablement. La mode est un pan de la culture laissé pour compte

LP : Ce qui veut dire qu'il y a des moments de difficultés, de sorte à abandonner! IA : Par principe je n'abandonne pas aussi vite, parce qu'il faut prendre du temps pour faire connaître les choses et faire comprendre les choses. C'est vrai que Afrik fashion show coûte cher, mais le jour où je n'ai plus les moyens de payer la salle de l'Ivoire, ça ne me dérangerait pas de faire mon événement même dans la rue. Peut-être que je ne vais pas toucher la même cible, mais je toucherai forcément une autre cible. Dieu me donne la force et les moyens pour bien m'organiser.

LP: Où en est-on avec les préparatifs d'Afrik fashion show 14? IA: Jeudi déjà (Ndlr hier) nous commençons à recevoir nos invités. Là je pense qu'on est en train de peaufiner les derniers détails. Nous sommes prêts, la Côte d'Ivoire est prête pour que Abidjan soit la capitale de la mode comme nous savons le faire. Tous les grands noms de la mode, qui nous ont toujours fait honneur, seront là : Pathé'O, Ciss St Moïse, Gilles Touré, pour ne citer qu'eux.

LP : Une soirée féerique en perspective, vous que l'on taxe de perfectionniste souvent ! IA : C'est vrai que je suis perfectionniste, en même temps, je ne peux pas avoir la maîtrise de tout. Déjà je me propose de faire le tour de tous les créateurs, parce qu'il y en a que je connais. J'espère que la soirée sera belle, féerique.

LP : Vous penchez plus pour l'industrialisation de la mode ivoirienne et africaine ! IA : J'ai un gros souci, celui du financement de la mode. Pour moi, il ne s'agit pas de financer les événements de la mode. Il s'agit plutôt de l'accompagnement qu'on peut faire aux créateurs, de sorte que les créateurs puissent avoir une usine pour passer à une autre étape afin que, quand quelqu'un commande 5000 chemises à un créateur ivoirien, celui-ci soit en mesure de produire ces 5000 chemises pour les exporter. Pour moi, il faut également créer un cadre d'échanges pour que les créateurs, les promoteurs, en somme tous les acteurs de la mode, se retrouvent et qu'on puisse regarder dans la même direction et avoir une vision commune pour trouver les voies et moyens pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés.

LP : Le marché de la mode est encore étriqué selon vous ? IA : Aujourd'hui, le Nigeria peut organiser plusieurs événements de mode en un laps de temps. Ce qui n'est pas le cas de plusieurs pays. Le marché est encore réduit. Les Nigériens défilent un peu partout dans les autres pays, moi je veux bien voir un créateur ivoirien sur la scène de Fashion week à Paris, à Londres, à Rome, avoir même des espaces de vente à l'international aussi.

LP : Le textile local n'est pas non plus valorisé ! IA : Il faut qu'ensemble, on réfléchisse sur comment amener nos populations à porter les tissus de chez nous. C'est vrai que cela a bien démarré. La ministre Raymonde Goudou porte

bien le pagne tissé, il en est de même de toutes les autres femmes ministres. Mais, au-delà de ça, il faut que le reste de la population suive. C'est ainsi qu'on peut vraiment positionner notre pays.

JEAN-ANTOINE DOUDOU

Gouvernement / Remaniement ministériel / Voici les noms qui circulent

Un grand bouleversement attendu

GOVERNEMENT IVOIRIEN **UN RÉAMÉNAGEMENT TECHNIQUE ATTENDU**



● Voici les noms qui circulent

Allons-nous vers la formation du Gouvernement Gon IV ? En tout cas, tout porte à le croire, au regard du développement de l'actualité politique ces dernières semaines et des informations qui circulent à ce sujet dans la haute sphère politique. Cela ne fait l'ombre d'aucun doute, un remaniement ministériel est attendu, selon des sources bien introduites au Palais de la présidence du Plateau. Si l'on s'en tient à ces informations, ce remaniement pourrait intervenir très bientôt. Certes les informations à notre possession ne donnent pas la liste exhaustive des ministres sur le départ, mais elles insistent sur quelques noms qui pourraient ne plus faire partie de l'équipe du Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly. Un nom qui revient de façon régulière sur les lèvres est celui de l'actuel ministre des Affaires étrangères, Marcel Amon Tanoh. Ce diplomate, qui selon de nombreuses sources, ne serait plus en odeur de sainteté avec le chef de l'Etat Alassane Ouattara, semble un peu distant ces dernières semaines de la grande famille des houphouëtistes. Selon un quotidien de la place, il aurait même menacé de quitter le cocon familial du Rhdp pour rejoindre l'une des formations politiques rivales, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (Pdci) de Henri Konan Bédié. Marcel Amon Tanoh ne serait pas pour une candidature du Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly, alors que le Conseil politique du Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp) n'a pas encore statué sur les candidatures pour la présidentielle de 2020, à l'interne. Toute cette ambiance délétère pourrait bien pousser le diplomate vers

la porte de sortie du Gouvernement. Le Ce départ, s'il est avéré, est d'autant plus compréhensible que le chef de l'Etat Alassane Ouattara a maintes fois indiqué qu'il ne saurait collaborer avec des ministres qui rament à contre-courant du mouvement d'ensemble. Lors du Séminaire du Gouvernement tenu le 27 janvier 2020, le Président Ouattara avait insisté sur la nécessité pour les membres du Gouvernement de travailler en synergie, et a appelé à la solidarité entre les ministres. En outre, l'actuel ministre de la culture et de la Francophonie, Maurice Kouakou Bandaman pourrait céder son fauteuil. Certaines sources citent entre autres, Yves Zogbo Junior, ex-animateur de télé, ou l'actuel ministre des sports Danho Paulin Claude pour lui succéder. En tout état de cause, il pourrait y avoir un changement au ministère des sports. En effet, l'actuel Président de la Fédération ivoirienne de football (Fif), Sidi DIALLO, qui a indiqué qu'il ne rempilerait pas à la tête de cette Institution, s'apprêterait à diriger le ministère des sports. Selon les informations, ce réaménagement aurait pour objectif de laisser libre champ à Didier Drogba, candidat à la présidence de la Fif. Un autre ministre qui pourrait partir du Gouvernement, est l'actuel patron de l'Enseignement supérieur, Albert Mabri Toikeusse. Il y a quelques jours, un quotidien a annoncé sa candidature à la présidentielle de 2020. Une information qui a été démentie par le concerné le 26 février 2020, après une réunion de l'instance exécutive du Rhdp. En dépit de ce démenti, certains voient une sorte de louvoiement dans l'attitude de ce ministre. Qui a d'ailleurs quitté le Gouvernement à cause de sa candidature en 2016, alors qu'il était ministre des affaires étrangères. Va-t-il récidiver ? En tout cas, son nom circule dans bien d'informations relatives à ce remaniement. Des sources avancent, sans retenue, la date du lundi 2 mars 2020 comme le jour où les noms des nouveaux ministres seront dévoilés.



RHDP / La candidature d'Alassane Ouattara est désormais de moins en moins certaine. Une aubaine pour plusieurs cadres de son parti...

La course à la candidature est lancée

La candidature d'Alassane Ouattara est désormais de moins en moins certaine. Une aubaine pour plusieurs cadres de son parti, le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), qui, dans les salons feutrés, multiplient lobbying et intrigues en vue de lui succéder. Mis sur orbite, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly devrait affronter plusieurs autres ambitieux. Si Hamed Bakayoko a revu ses ambitions à la baisse, le Vice-président Daniel Kablan Duncan semble avoir enterré les siennes. Jeannot Ahoussou Kouadio ou encore Patrick Achi, qui rêvent de partager le ticket avec Amadou Gon Coulibaly, avancent masqués. Chacun ne souhaitant pas faire le faux pas qui pourrait l'éloigner de ses objectifs. Mais ils sont très actifs auprès des populations et des militants du RHDP. Albert Mabri Toikeuse, qui ne cache pas ses ambitions depuis 2016, n'en démord pas. Ayant occupé plusieurs fonctions ministérielles, il espère bien à tout le moins se retrouver à la tête d'une institution, à défaut de la présidence ou de la vice-présidence. Peu enclin à assumer ses ambitions publiquement, Marcel Amon Tanoh cache pourtant mal sa volonté de porter les couleurs du RHDP. Ils devraient tous être situés d'ici la fin avril. Selon certaines indiscretions, les candidats du parti au pouvoir devraient être désignés d'ici à cette date, au cours d'une convention. Les choses devraient se conclure par consensus, avec à la clé un partage des postes importants pour en satisfaire certains, afin de maintenir le parti soudé lors des échéances électorales.

YVANN AFDAL

Promotion des Pme et création d'emplois décents / Financé par la coopération allemande à travers la Giz, le Programme pour l'emploi et la promotion des Pme en Côte d'Ivoire, d'un coût d'un peu plus de 10 milliards de F Cfa, a été lancé hier à la Chambre de commerce et d'industrie au Plateau

Le programme « Si Jobs » va générer 4500 emplois



Plusieurs acteurs du monde entrepreneurial ivoirien ont pris part au lancement du programme.

structurer et accompagner 500 Pme et Tpe ivoiriennes en vue de la création de 2250 emplois et à appuyer les principaux services de l'Agence CI Pme. L'ambassadeur d'Allemagne en Côte d'Ivoire, Michael Grau, lui, estime qu'il faut faire éclore les talents locaux. Mais précisera-t-il, l'accent doit être mis sur les secteurs assez pratiques comme la petite transformation agricole

FAUSTIN EHOUMAN

Si Jobs" ou Programme pour l'emploi et la promotion des Pme en Côte d'Ivoire. Cet important projet d'un montant d'un peu plus de 10 milliards de F Cfa (18,5 millions d'Euros), qui sera mis en œuvre sur deux ans, a été officiellement lancé le 27 février à la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire, au Plateau. Promu par l'État de Côte d'Ivoire à travers le ministère de la Promotion des Pme et le gouvernement allemand à travers la Giz, "Si Jobs", tel que l'a expliqué son directeur Marc Levesque, a pour objectif de promouvoir la création d'emplois en supportant les entreprises du secteur privé dans leur engagement en faveur d'une politique de l'emploi pérenne. A terme, a précisé le ministre de la Promotion des Pme, Félix Anoblé, ce sont 4500 emplois qui seront créés par le programme. Aussi, a-t-il précisé, «Si Jobs» vise-t-il à améliorer les conditions de travail de 4800 travailleurs, mais également à soutenir 800 entreprises ivoiriennes et former plus de 1500 jeunes. C'est en novembre 2019 que le contrat d'exécution de «Si Jobs» a été conclu entre la Côte d'Ivoire et l'Allemagne. Pour Félix Anoblé, c'est une fois de plus la preuve de l'excellence de la coopération entre les deux pays. A l'en croire, son département mettra tout en œuvre pour la bonne mise en œuvre du projet afin d'atteindre les résultats escomptés. « Le ministère de la Promotion des Pme et la Giz s'engagent conjointement à poursuivre l'atteinte des objectifs pour lesquels le gouvernement allemand met à la disposition de la Giz le montant maximum de 18,5 millions d'Euros pour la mise en œuvre de ce projet », a-t-il assuré. «Si Jobs» a une composante intitulée Projet d'appui à la productivité des Pme qui sera exécuté par l'Agence Côte d'Ivoire Pme, structure dépendant de la tutelle. Ce projet vise à

COMMANDES PUBLIQUES EN CÔTE D'IVOIRE / La commande publique apparaît comme un levier de compétitivité et un moteur de développement. Elle constitue sans nul doute une opportunité d'affaires pour les entreprises ivoiriennes.

Les fournisseurs interpellent le chef de l'État



Les fournisseurs d'État invitent le président Ouattara et son gouvernement à être regardants sur leurs préoccupations. (Ph. DR)

La commande publique apparaît comme un levier de compétitivité et un moteur de développement. Elle constitue sans nul doute une opportunité d'affaires pour les entreprises ivoiriennes. L'apport des commandes publiques dans l'économie ivoirienne représentait en 2019 environ 30 % des budgets annuels, soit 3000 milliards de fca. Des fournisseurs de l'État ont reconnu que des dispositions avaient été prises par le gouvernement pour atteindre cette performance. Elles offrent de nombreuses opportunités aux entreprises locales, qui y trouvent les ressorts nécessaires à leur épanouissement économique. « Nous craignons que les réformes en cours, mettent certainement fin à ces opportunités. Les conséquences sont à déplorer. C'est un recul de notre performance économique et cela jouera contre les actions du chef de l'État », ont fait savoir des fournisseurs de l'État rencontrés à Abidjan-Plateau, hier jeudi 27 février 2020. Ils échangeaient à bâton rompu sur la nouvelle réforme pour décentraliser les paiements. Ils ont interpellé le chef de l'État Alassane Ouattara sur leur préoccupation. Elle est relative à une des décisions prises lors du conseil des ministres du 15 janvier 2020, à savoir l'adoption du décret modificatif du décret n° 2016-600 du 03 août 2016 portant organisation du ministère auprès du Premier ministre, chargé de l'Économie et des Finances ainsi que les projets de nomination dans les départements ministériels et les

Epn (Établissements publics nationaux/Ndlr). Ainsi que le décret portant nomination des payeurs généraux auprès des institutions et des ministères. Avec ces nouvelles dispositions, on assiste à un éclatement de la paierie, initialement centralisée. Ces nouvelles structures sont les paieries générales de l'enseignement ; de l'ordre et de la sécurité publics ; des logements et équipements collectifs, et celles des institutions et de la santé. Il y a également des paieries de la protection sociale ; des armées ; de la protection de l'environnement ; des loisirs, cultures et culte et des services généraux des administrations publiques. Des fournisseurs de l'État ont relevé un recul des paiements avec cette réforme qui fait place aux complications. Pour les fournisseurs de l'État, le maintien de la performance enregistrée passe par le respect des engagements de l'État vis-à-vis des fournisseurs notamment celui des délais de paiement, qui est fondamental dans la croissance économique du pays. « Le respect des délais de paiement des factures par l'État rassure les fournisseurs et les banquiers qui les accompagnent », ont-ils expliqué. Interrogés, ils ont rappelé que contrairement aux années antérieures jusqu'en 2009, le règlement des factures se faisait dans un délai de 10 à 12 mois. « De nos jours, nous sommes parvenus, à un système de classement par maturité des factures des fournisseurs dans un délai de 30, 60 et 90 jours, à compter de la date de prise en charge », ont-ils indiqué. Ces dispositions prises par le gouvernement du président Alassane Ouattara et le payeur général du Trésor public sont de nature à faciliter non seulement les paiements mais aussi rassurer les banques. Le payeur général aurait énormément contribué à l'amélioration du système de paiement de la commande publique et des dispositifs généraux d'accompagnement des entreprises. « A ce jour, toutes les banques de la place cherchent à financer toutes les commandes de l'État mais aussi à faire des avances sur les mandats de paiements domiciliés à la pairie générale du Trésor », s'est réjouie Mme Moumouni Suba, fournisseur de mobiliers de bureaux. Les acquis qui sont indéniables risquent d'être anéantis, a prévenu Kah Sorry, fournisseur de fournitures de bureaux. Cet opérateur économique dit avoir longtemps souffert des impayés de l'État. Mais avec l'arrivée du président Ouattara, il a progressivement connu un bond en avant. Tout cela risque d'être un vieux souvenir avec la réforme. « Cette réforme joue contre le président de la République.

Nous ne lui demandons pas d'y renoncer. Nous souhaitons que la mise œuvre soit progressive », a plaidé M. Kah. Cet avis est partagé par Adjoumani Francis, promoteur d'une entreprise dans le secteur du Bâtiment et travaux publics. « Nous ne comprenons pas qu'une telle mesure soit mise en vigueur de façon brusque et sans aucune préparation des acteurs », a martelé M. Adjoumani. Quant à Kouadio Francis, fournisseur de kits scolaires, il préconise que sa mise en œuvre soit effective après les échéances électorales pour ne pas saper les actions du chef de l'Etat.

MARCELLE AKA

PERFORMANCES ÉCONOMIQUES / Deux bonnes notes en l'espace de 48h. Après la Rand Merchant Bank, mercredi dernier, c'est autour d'un expert de la BAD de saluer les performances économiques de la Côte d'Ivoire.

Une banque et un expert de la BAD saluent la Côte d'Ivoire pour ses efforts



Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly souhaite un cadre de vie décent pour les populations (Ph dr)

Deux bonnes notes en l'espace de 48h. Après la Rand Merchant Bank, mercredi dernier, c'est autour d'un expert de la BAD de saluer les performances économiques de la Côte d'Ivoire. En effet, selon la banque la Rank Merchant Bank, la Côte d'Ivoire est le 2ème pays le plus attractif pour l'investissement en Afrique. Et cela, en raison de ses nombreux points forts : une économie diversifiée, une croissance élevée, des réformes pro-entreprises, de grands projets d'infrastructures.... Hier, c'est au tour de l'économiste Emmanuel Pinto Moreira, le directeur du département des économistes pays de la Banque africaine de développement (BAD), de saluer les performances économiques de la Côte d'Ivoire. En effet, selon lui, la Côte d'Ivoire est parmi les pays africains en «situation de pouvoir prétendre à l'émergence» « La Côte d'Ivoire qui enregistre un taux de croissance économique moyen de 8% depuis 2012, figure parmi les pays africains en situation de pouvoir prétendre à l'émergence », a-t-il affirmé hier au cours d'une conférence animée au Centre africain de management et de perfectionnement des cadres (CAMPC) sur le thème «Développements économiques récents et perspectives de l'Afrique en quête d'émergence». « Des pays africains comme le Rwanda, l'Éthiopie, la Tanzanie, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Ghana sont des pays à croissance établie. Ces pays ont enregistré des croissances économiques élevées sur plusieurs années et sont en situation de pouvoir prétendre à l'émergence», a soutenu

l'expert de la Banque africaine de développement. Toutefois, a-t-il prévenu, cette croissance établie de ces pays ne veut pas forcément dire qu'ils seront émergents. Pour atteindre cet objectif, selon lui, ces pays devraient encore avoir une croissance économique soutenue pendant les dix ou quinze années à venir. « Les pays qui ont émergé dans le monde ont eu une stabilité macroéconomique sur quinze ou vingt ans », a-t-il indiqué. Avant de déplorer que malgré cette croissance économique continue, ces dernières années dans plusieurs pays du continent comme la Côte d'Ivoire, la croissance ne soit pas inclusive. Pour arriver ainsi à cette "inclusivité" de la croissance économique en Côte d'Ivoire ou dans plusieurs autres pays, le conférencier a proposé des solutions dont la prise de mesures pour réduire les inégalités et le ciblage des populations pauvres pour un partage des fruits de la croissance. « On se rend compte que la pauvreté reste élevée en Afrique avec un taux de 33%. 55% des pauvres dans le monde sont aujourd'hui en Afrique », a regretté le conférencier. Selon lui, il faut maintenir la dette de l'Afrique dans une proportion acceptable. Pr Joseph Assi-Khadjiss, le directeur général du CAMPC, a relevé l'importance du thème de cette communication qui permettra aux auditeurs et étudiants de son institution de comprendre les évolutions économiques récentes et l'émergence de l'Afrique. Le CAMPC est une institution interEtats qui se veut un outil de formation pour les cadres et les leaders africains. Quelques 25 000 cadres africains en provenance d'entreprises et institutions y ont été formés. Dr Emmanuel Pinto Moreira a été nommé Directeur du Département des économies pays de la Banque africaine de développement, avec effet au 1er juillet 2019. De nationalité béninoise, Pinto Moreira est un économiste novateur et pragmatique, qui se consacre pleinement aux travaux d'analyse et de réflexion sur les politiques. Il cumule une vingtaine d'années d'expérience dans les domaines de la croissance, de la lutte contre la pauvreté, des cadres macro-budgétaires, de la gouvernance économique, du commerce, de la compétitivité et du secteur financier, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire d'Afrique du Nord et du MoyenOrient, d'Asie de l'Est, d'Amérique latine et des Caraïbes, et d'Afrique subsaharienne.

